

[Texte]

That was one of the illustrations in the McDonald Royal Commission. Another one was:

A memo recording that an informer of unknown reliability had said that a second person had told him that the MP was a gay.

And a third one was:

The continuance of a file on a third MP was justified in part by the fact that he supported grass-roots politics.

Now, has that been cleaned up?

Mr. Kaplan: I would like to start, and the commissioner can conclude. The most important thing that has been done, I would say, is a heightened appreciation of the meaning of the mandate and an effort to live with the very precise definition, and a constant assessment as new operations are considered about whether they come within the mandate or not. I would put that as the greatest single development. I think it would be fair to say that that began, not when the McDonald commission reported but when the McDonald commission was set up. Secondly, and I referred to it earlier, the file opening policy is a very different one from that which McDonald criticized even today, even though the recommendations have not been implemented, even though the legislation has not been introduced. Thirdly, if I may say so, I think there is considerably more ministerial involvement and awareness of the operations of the security service. Would you like to add to that?

• 1755

Commr Simmonds: Mr. Chairman, I have not reacted a great deal to what the McDonald commission report criticized because my reaction was well in advance of that. A number of internal changes were made within the force over the last five years, most of which preceded the release of that report. It went all the way to a complete examination of all internal policy guidelines, control of operations, centralizing of sensitive activities, transfer and development of personnel, and so on. That has gone on now for some considerable period of time and during the time that I have worked under four ministers.

Mr. Speyer: Commissioner, I personally have the greatest respect for your abilities. I have worked with you and I am glad you say that for the public, because I think it is important. I welcome those comments that there has been a change, because the McDonald commission came out and stated the types of antics that were going on prior to your taking your position. I am glad that these things are being cleaned up and cleared out.

There is one thing I must ask you, and I start with the minister. It is this: I am appalled by the fact that a file destruction policy, a year and a half after the McDonald

[Traduction]

Voilà l'un des exemples cités par la Commission royale McDonald. En voici un autre:

Une note de service signalant qu'un informateur aux sources non confirmées a dit que quelqu'un d'autre lui aurait dit que le député était homosexuel.

Un troisième:

Un dossier reste ouvert à propos d'un troisième député; la justification invoquée est que ce député est favorable à une politique populiste.

Je vous le demande, avez-vous fait le ménage dans tout cela?

M. Kaplan: J'aimerais commencer, si vous le voulez bien, puis demander au commissaire de conclure. Je vous dirai que la chose la plus importante qui ait été faite a été en quelque sorte une meilleure compréhension de la signification du mandat alliée à la volonté de fonctionner selon cette définition extrêmement précise, un processus d'évaluation permanente portant sur les nouvelles opérations envisagées, qu'elles relèvent ou non du mandat qui a été ainsi défini. Pour moi, c'est là le plus gros progrès accompli. On peut dire je pense que le processus a commencé, non pas après le rapport de la Commission McDonald, mais dès la mise sur pied de cette Commission. En second lieu, et j'en ai déjà parlé, la politique relative à l'ouverture des dossiers est très différente de celle qu'avait critiquée McDonald, même aujourd'hui, même si ses recommandations n'ont pas été mises en oeuvre, même si aucune mesure législative n'a encore été déposée à cet effet. En troisième lieu, si vous me le permettez, je dirais que les ministres sont beaucoup plus conscients et beaucoup plus au fait des opérations des services de sécurité. Auriez-vous quelque chose à ajouter?

M. Simmonds: Monsieur le président, je n'avais pas vraiment beaucoup réagi aux critiques formulées par le rapport de la Commission McDonald parce que j'y avais déjà réagi bien avant. Plusieurs changements à terme ont été effectués au sein de la GRC depuis cinq ans, et la plupart de ces changements ont précédé le dépôt du rapport. Nous avons été jusqu'à réexaminer à fond toutes les directives internes, le contrôle des opérations, la centralisation des activités à caractère délicat, les mutations et le perfectionnement du personnel et ainsi de suite. Ces activités ont été entamées depuis très longtemps déjà et je vous rappelle que dans mes fonctions j'ai connu quatre ministres différents.

M. Speyer: Commissaire, j'ai personnellement le plus grand respect pour votre compétence, j'ai travaillé avec vous et je suis très heureux de vous l'entendre dire publiquement car la chose est je crois importante. Je suis très heureux d'entendre qu'il y a effectivement eu des changements, étant donné que la Commission McDonald s'est précisément avancée pour signaler tous ces anachronismes qui existaient avant votre entrée en fonction. Je suis très heureux que le ménage ait ainsi été fait.

Toutefois, il y a une question que je voudrais poser et je la poserai pour commencer au ministre. Je suis absolument catastrophé de constater que 18 mois après la publication du